

LESECHOS

DU BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT



**SPOTLIGHT SUR LE PROGRAMME
DES NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT (PNUD)
A MADAGASCAR**



DANS CE NUMERO



EDITORIAL

ENTRETIEN AVEC MARIE DIMOND ,
REPRÉSENTANT DU PROGRAMME
DES NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT (PNUD) À
MADAGASCAR



RÉPONSE AUX EFFETS DE LA
SÈCHERESSE DANS LE
GRAND SUD

LE JAPON SOUTIEN LE
GRAND SUD À TRAVERS
L'ASSISTANCE TECHNIQUE
DU SYSTÈME DES NATIONS
UNIES



5 MILLION USD POUR LES
RÉPONSES HUMANITAIRES

LA PRINCESSE SARAH ZEID
TIRE LA SONNETTE D'ALARME
SUR LA SITUATION SANITAIRE
ET NUTRITIONNELLE DES
FEMMES ET ENFANTS DANS LE
SUD DE MADAGASCAR



CAMPAGNES DE
VACCINATION CONTRE LA
ROUGEOLE EN RÉPONSE À
L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE

VISITE DE MME ANN THERESE
NDONG-JATTA, DIRECTRICE
DU BUREAU RÉGIONAL DE
L'UNESCO POUR L'AFRIQUE
DE L'EST



UN AVENIR FEMININ POUR
MADAGASCAR :
CELEBRATION DE LA
JOURNEE INTERNATIONALE
DES FEMMES LE 8 MARS

L'INSPIRATION EN ACTION :
LE PROGRAMME DES
VOLONTAIRES DES NATIONS
UNIES À MADAGASCAR



LES ACTIVITES DU HAUT-
COMMISSARIAT DES NATIONS
UNIES AUX DROITS DE
L'HOMME

REMISE DE MATÉRIEL À
BETROKA, 15 MARS 2019



RENCONTRE ENTRE
L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS
UNIES ET L'AMBASSADEUR
DE NORVEGE POUR
MADAGASCAR

www.mg.one.un.org



Suivez notre page Système des Nations Unies à Madagascar



suivez @MG_One_UN



Chers lecteurs,

Après les dernières élections présidentielles, Madagascar se trouve aujourd'hui dans une période charnière de son histoire, où les questions de développement sont plus que jamais d'actualité.

Le système des Nations Unies (SNU) entend rester un partenaire stratégique de la Grande île dans la mise en œuvre de son plan national de développement, de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD).

Ainsi, ensemble avec ses partenaires, le SNU continue à apporter des réponses multisectorielles pour aider les ménages vulnérables du Grand sud à faire face aux effets de la sécheresse. Son Altesse Royale la Princesse Sarah Zeid de Jordanie, qui a séjourné à Madagascar au mois de mars, a d'ailleurs fait écho du plaidoyer en faveur de plus d'investissement dans la nutrition des femmes et enfants vulnérables du Sud.

D'autre part, la célébration du 8 mars, qui met les femmes à l'honneur, a été un des événements marquants du premier trimestre 2019. Le Système des Nations s'est étroitement associé à l'organisation de la célébration nationale tenue à Mahajanga et aux activités multiples placées sous le thème « Droits et devoirs citoyens des femmes dans le processus de développement ». En effet, l'atteinte de chacun des 17 Objectifs de développement durable (ODD) dépend de la réalisation de l'ODD 5, axé sur l'égalité et l'autonomisation de la femme, gages du développement durable et inclusif.

Durant cette période également, Madagascar a fait face à une flambée épidémique de rougeole. A cet égard, le Système des Nations Unies voudrait saluer le leadership personnel du Président de la République et celui du Gouvernement dans la réponse à l'épidémie et adresse ses remerciements à tous les partenaires qui soutiennent les efforts du Gouvernement pour lutter contre cette maladie.

Comme dans les numéros précédents, une agence des Nations Unies est placée sous les projecteurs dans ce bulletin. Nous espérons donc que nos lecteurs pourront mieux connaître le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ses activités et réalisations majeures à Madagascar à travers ce numéro.

Ce bulletin étant destiné à vous tenir au courant des activités du Système des Nations Unies à Madagascar, nous vous invitons à commenter et à donner votre avis sur les événements mis en évidence dans ce numéro, et à nous faire savoir ce que vous voudriez lire dans les prochaines parutions, en envoyant un courriel à l'adresse rasoaniaina@un.org

Nous sommes impatients de recevoir vos commentaires, qui nous aideront à améliorer nos efforts de communication et à mieux vous informer sur ce que nous faisons.

Je vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre soutien et votre intérêt pour notre travail.

Violette Kakyomya
Coordonnateur résident
Système des Nations Unies à Madagascar

Entretien avec Madame Marie Dimond, Représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Madagascar

1. Pouvez-vous rappeler le mandat et la valeur ajoutée du PNUD ?

Depuis plus de 50 ans, le PNUD est présent dans près de 170 pays et territoires, devenant l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à l'éradication la pauvreté et à la réduction des inégalités et de l'exclusion.

A Madagascar, les actions du PNUD visent à promouvoir la bonne gouvernance au sein des institutions et des communautés, tout en soutenant la transition vers un développement durable dans lequel la croissance économique bénéficie à tous et où les dommages irréversibles à l'environnement sont évités. Pour cela, le PNUD offre des services efficaces et équitables aux citoyens, surtout aux groupes pauvres et marginalisés, et accompagne les institutions démocratiques et de gouvernance à être plus inclusives, transparentes et efficaces.

Avec une couverture nationale pour la majorité des projets, le PNUD travaille en partenariat avec le gouvernement – au niveau national et local – le secteur privé et les organisations de la société civile, en priorisant les actions qui permettent de transformer la vie des plus vulnérables dont les femmes et les jeunes. Personnellement, je crois fermement en ce mandat du PNUD qui nous permet d'appuyer le Gouvernement de Madagascar et sa population à s'attaquer aux causes structurelles les plus profondes de la pauvreté plutôt que d'en soigner uniquement les symptômes.

Dans de nombreux pays, par exemple, la question de la mauvaise gouvernance est souvent au cœur du retard du développement. Il est impératif que les peuples bénéficient d'un fonctionnement efficace, inclusif et responsable de l'Administration et de ses démembrements et d'une croissance qui profite à tous.



Madame Marie Dimond
Représentant résident du PNUD à Madagascar

C'est pour cela qu'un aspect important du mandat du PNUD est d'accompagner les gouvernements à promouvoir ce que nous appelons la bonne gouvernance, avec la participation inclusive de la société civile, du secteur privé et d'autres partenaires. Cela implique, entre autres, un appui aux transitions démocratiques - à travers l'organisation d'élections transparentes, crédibles et inclusives -, à la décentralisation et la gouvernance locale, au renforcement de l'état de droit en mettant l'accent sur la lutte contre la corruption, et aux réformes nécessaires du secteur de la sécurité. Nous pensons que les efforts de développement durable à long terme nécessitent une approche multisectorielle et intégrée, c'est à dire que les différents problèmes de développement soient abordés d'une manière complémentaire au lieu d'être considérés séparément.



Beloha fait partie des 58 communes de la Région Androy qui sont appuyées par le PNUD en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Le marché de marché de zébus a été aménagé et les locaux de la Mairie ont bénéficié d'un sang neuf pour mettre le cap sur l'efficacité. Cette approche en « paquet d'appuis complets » démontre qu'avec peu de moyens investis, les communes sont en mesure de devenir plus autonomes et inclusives dans la mobilisation de leurs propres ressources, et l'amélioration de services aux contribuables.

Derrière une petite fille déscolarisée peut se cacher un manque de moyen financier des familles, l'absence de routes sécurisées menant à l'école, des pratiques culturelles, des services administratifs défailants ou même un manque d'accès à l'eau due aux effets du changement climatique.

Avec nos équipes déployées dans la capitale et en province, nous soutenons également des initiatives visant la réduction de la pauvreté par la promotion de la croissance inclusive, la protection de la biodiversité couplée à une adaptation au

changement climatique et aux énergies renouvelables, des secteurs qui se complètent et se renforcent mutuellement.

Alors que nous nous efforçons de bâtir un avenir où les femmes jouent pleinement et équitablement un rôle dans la vie sociale, économique et politique, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes se trouvent également au coeur de toutes nos interventions. Pour accomplir ces tâches, nous travaillons en collaboration directe avec les institutions nationales et en appui aux priorités fixées par le pays qui profitent avant tout au peuple.

2. Quelles sont les principales contraintes et défis au développement de Madagascar ? Quelles solutions proposez-vous ?

A Madagascar, les besoins sont si importants dans tous les secteurs pour réduire les différents types de vulnérabilités, mais les ressources financières sont malheureusement très limitées. Madagascar fait partie des pays au monde qui reçoivent le moins d'Aide publique au développement (APD). Dans ce contexte, l'un de nos plus grands défis est d'identifier minutieusement, sur la base d'une analyse solide, les domaines d'interventions pouvant avoir le plus grand impact. Cette approche n'est efficace sans la participation de tous les partenaires au développement nationaux, locaux, privés et internationaux.

Toutes nos initiatives sont menées à la demande du Gouvernement et en étroite consultation avec ce dernier. Par ailleurs, des exercices multi-acteurs, tels que la mission « Mainstreaming, Acceleration and Policy Support » (MAPS) déployée l'année dernière, sont d'une aide précieuse pour permettre au système des Nations Unies, au gouvernement et à d'autres acteurs d'identifier ce que nous appelons des « accélérateurs » et des « moteurs de changement ». Il s'agit de domaines dans lesquels notre soutien peut avoir le plus grand impact pour que le pays recouvre son retard en matière de développement.

Un autre grand défi à Madagascar a été, bien entendu, la fragilité politique. L'instabilité a entraîné un affaiblissement récurrent des institutions et empêché le Gouvernement d'assumer pleinement sa responsabilité. À cet égard, nous sommes encouragés par la récente transition démocratique

pacifique et les engagements manifestes du nouveau gouvernement à obtenir des résultats tangibles et plaçons beaucoup d'espoir dans la consolidation des acquis pour permettre les efforts de développement.

3. Quels sont les résultats majeurs obtenus en 2018 grâce à l'appui que le PNUD a octroyé à Madagascar ?

Le point phare pour le PNUD était sans aucun doute de pouvoir soutenir la préparation et l'organisation de l'élection présidentielle et actuellement les législatives. Nous sommes très satisfaits de la manière pacifique dont ce processus a été mené, faisant des présidentielles de 2018 des élections historiques à Madagascar. Il s'agit de la première alternance pacifique, depuis les indépendances, entre deux présidents élus démocratiquement. Une belle réussite pour le pays!

Grâce au soutien de nos principaux partenaires donateurs (Union Européenne, USAID, Norvège, France, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Corée du Sud, Suisse et Australie) et à l'excellente collaboration avec la Commission électorale nationale indépendante (CENI), nous avons pu apporter notre aide pour des aspects clés de ce processus tels que le cadre juridique, la mise à niveau de la base de données, l'inscription des électeurs, les campagnes de sensibilisation et de communication et, bien sûr, un large éventail de services logistiques, tels que l'impression et l'acheminement des bulletins de vote. Un autre fait marquant pour nous a certainement été le soutien qui a permis la création du premier «Pôle anti-corruption» (PAC) à Antananarivo pour pallier les limites de la Chaîne pénale anti-corruption. Les PAC sont chargés de la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions de corruption et assimilées ainsi que de blanchiment de capitaux, telles que prévues par les instruments internationaux ratifiés par Madagascar et la législation nationale en vigueur.

Dans l'esprit de « ne laisser personne de côté », nous avons également maintenu notre objectif de promouvoir le relèvement et la résilience des populations les plus vulnérables de la région Androy, tout en renforçant les capacités des autorités locales à jouer un rôle plus important dans la promotion et le développement de cette région historiquement négligée et sujette aux crises humanitaires récurrentes.

À cet égard, l'appui à l'élaboration d'une Stratégie intégrée de développement du Grand sud (SIDGS) visant à rompre le cercle vicieux de la dépendance à l'aide humanitaire, qui continue malheureusement de caractériser cette partie du pays, a également été une réalisation essentielle. Dès que validée par le nouveau Gouvernement, cette stratégie va définir le cadre de planification unique de développement de la Région et fédérer de manière synergique toutes les initiatives dans cette zone.



Depuis 2018, le PNUD a soutenu l'installation du premier Pôle Anti-corruption (PAC) de Madagascar dans le cadre de son programme gouvernance. Cette nouvelle juridiction va renforcer la répression des actes de corruption et d'infractions financières. Par ailleurs, un autre PAC est prévu pour la province de Mahajanga, entamant ainsi une lutte destinée à prendre une ampleur nationale.



Le projet de Soutien au Cycle Électoral à Madagascar (SACEM) a fait de la participation des femmes et des jeunes une priorité pour que les listes électorales soit le plus exhaustives possibles et représentatives de la population. Grâce aux deux grandes campagnes de sensibilisations déployées sur l'étendue du territoire malgache en 2018, les femmes ont représenté plus de 46% du fichier électoral soit un nombre de 4 565 539 de votantes.

4. Quelles sont les perspectives d'appui du PNUD pour 2019 et au-delà ?

2019 est une autre année très riche pour le PNUD. En effet, à la suite de la réforme des Nations Unies en cours, c'est la première année de séparation des fonctions de Représentant résident du PNUD de celles de Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, ce qui permet au PNUD de se concentrer à temps plein sur son travail en tant qu'agence de développement.

À Madagascar, ce nouveau départ coïncide également avec un nouveau chapitre pour le pays suite à l'élection du nouveau Gouvernement. Soutenir et accompagner le nouveau Gouvernement pour qu'il réponde au mieux aux attentes élevées du peuple malgache figure au nombre de nos priorités. Nos principaux domaines d'intervention à court terme comprennent le soutien aux prochaines élections législatives afin de consolider le processus électoral démocratique ; l'appui à la vision du pays en développant un « Plan émergence Madagascar » ; l'organisation d'une table ronde en soutien à la mobilisation de ressources pour le Sud suivant l'issue de la

validation de la stratégie de développement intégré susmentionnée ; la localisation des Objectifs de développement durable (ODD) commençant dans cinq régions prioritaires, y compris dans le sud ; l'appui à l'établissement d'un rapport de référence permettant de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030 ; et la mise en place d'un deuxième Pôle anticorruption à Mahajanga.

Pour accompagner la lutte contre l'utilisation inappropriée de deniers publics, entravant les efforts de développement, nous maintiendrons nos appuis pour le renforcement de l'application égale et équitable de l'Etat de droit, facteur jugé essentiel pour contribuer au succès d'un développement réellement durable dans d'autres pays.

5. Vos mots de la fin ?

Suite à la séparation des fonctions de Coordonnateur résident du Système des Nations Unies et de Représentant résidant du PNUD au début de cette année, je suis très heureuse d'avoir été nommée Représentant Résident du PNUD à Madagascar. Je me réjouis, dans le cadre de mes nouvelles fonctions, de pouvoir accompagner le nouveau Gouvernement dans les efforts de développement de Madagascar, avec la motivation indéfectible de toute mon équipe.

Le PNUD, à l'instar de nos agences onusiennes sœurs et d'autres partenaires au développement, a un rôle essentiel à jouer dans ces moments clés.

Ce pays riche en potentiel et son peuple sont dignes d'un Gouvernement en mesure d'être le premier prestataire de services de développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Madagascar dispose de toutes les ressources pour inverser la trajectoire descendante et devenir un pays phare de la sous-région. Avec la volonté et l'engagement politique, l'intégrité et le désir sincère d'améliorer la vie du peuple malgache, et avec l'appui continu de la communauté internationale, je n'ai aucun doute que cela soit possible.



La formation des Forces de Défense et de Sécurité fait partie intégrante du renforcement de l'autorité de l'Etat dans les zones présentant risques sécuritaires pour les populations. A Betroka (Région Anosy), la gendarmerie a bénéficié d'une formation en pilotage et manipulation de drones suite à une dotation du PNUD et financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

RÉPONSE AUX EFFETS DE LA SÈCHERESSE DANS LE GRAND SUD : APPEL ECLAIR FINANCÉ ACTUELLEMENT À PLUS DE 50%

Trois mois après son lancement officiel par le Gouvernement, conjointement avec l'Equipe humanitaire du pays, l'Appel éclair (Flash appeal) est actuellement financé à plus de 50%. En effet, plusieurs partenaires ont contribué à cet appel, dont le Fonds central de réponse aux urgences des Nations Unies (CERF) à hauteur de 4 millions USD.

13.450 personnes ont eu accès à l'eau potable à travers l'opération livraison par camion, dont 821 ménages à travers l'opération Cartes d'eau distribuées au niveau des centres de santé (140 familles ayant des enfants en situation de malnutrition aigüe sévère; 70 femmes accouchées et 611 femmes enceintes).

Une évaluation multi-sectorielle sera réalisée au mois de mars 2019. Elle devra permettre, d'une part, de préparer la prochaine analyse de situation à travers le Cadre intégré de classification de l'insécurité

alimentaire (IPC) et, d'autre part, d'apprécier les conséquences de ces interventions humanitaires au niveau des ménages.

Par ailleurs, le phénomène El Nino n'a pas été finalement déclaré et la poursuite des pluies depuis janvier 2019 dans le Grand sud est une opportunité pour promouvoir les actions de relèvement et de résilience au niveau de la communauté.

Enfin, la seconde phase de la campagne de vaccination contre la rougeole a ciblé six districts (sur huit) du Grand sud les plus affectés par les effets de la sécheresse, dont Ampanihy et Beloha. En effet, 423.728 enfants ont été vaccinés, cela va fortement contribuer à renforcer la résilience de ses enfants à la rougeole, s'ils ont été fragilisés par l'insécurité nutritionnelle.

Résultats obtenus jusqu'à fin février 2019

 **16,6**
million USD reçus dans le cadre de l'Appel Eclair

520.000
personnes ont bénéficié d'assistance alimentaire

13.450
personnes ont accès à l'eau potable à travers l'opération livraison par camion

43.000
personnes ont reçu des soins gratuits dont 9.300 dans les districts D'Ampanihy et de Beloha.

423.728
enfants ont été vaccinés contre la rougeole

Madagascar, sélectionné pour bénéficier du projet GARD (Get Airport Ready for Disaster).

Les expériences tirées lors de passage du cyclone tropical Enawo en mars 2017 ont montré que les aéroports de Madagascar ne sont pas préparés pour recevoir une grande quantité de flux d'aides internationales en cas de catastrophe majeure. Des goulots d'étranglement ont été repérés dans tous les domaines (matériel, personnel, procédural) et les aéroports étaient rapidement submergés par la réception d'un volume important d'articles d'urgences provenant de l'extérieur. De nombreux blocages susceptibles de retarder voire d'interrompre l'acheminement de biens destinés à sauver des vies ont été identifiés.

Le projet "Get Airport Ready for Disaster" (GARD), piloté par le PNUD, DHL et OCHA au niveau mondial, apporte une solution à ce problème dans les pays les plus exposés aux catastrophes naturelles. Les îles voisines dans l'Océan Indien, à savoir Maurice et Seychelles, ont déjà bénéficié de ce projet. La demande de Madagascar a été formellement approuvée au début de 2019 et l'atelier GARD se tiendra du 20 au 25 mai 2019 afin d'évaluer les capacités d'un des aéroports de Madagascar à recevoir les aides internationales et d'élaborer un plan d'action pour renforcer les capacités de cet aéroport.

LE JAPON SOUTIEN LE GRAND SUD À TRAVERS L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le Grand Sud de Madagascar s'est trouvé depuis octobre 2018 dans une situation de besoin urgent d'aide humanitaire, comme 890.000 personnes ont été classées en phases d'urgence et de crise selon le Cadre Intégré de Classification de l'Insécurité Alimentaire (IPC).

C'est ainsi qu'un « Appel éclair » a été lancé par le Gouvernement de Madagascar, conjointement avec l'Equipe humanitaire du pays, qui inclut le système des Nations Unies, au mois de décembre 2018. Cet « Appel éclair » a été accompagné d'une lettre du Premier Ministre, Chef de Gouvernement, qui a fait appel aux partenaires techniques et financiers pour soutenir le Gouvernement malgache dans le but de minimiser les risques humanitaires majeurs, et ce en comblant le gap financier estimé à 32,4 millions USD pour assurer les assistances humanitaires jusqu'en mai 2019.

En réponse à cet appel et face à la situation humanitaire alarmante, le Gouvernement du Japon a décidé d'intervenir avec un budget de 2,600,000 USD, à travers le Système des Nations Unies, notamment trois agences : le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les projets vont ainsi démarrer pour une durée de 12 mois, et cibleront les districts les plus affectés du Grand Sud:

- Le projet du PAM, avec un budget de 1.000.000 USD, va fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle à 10.500 personnes vulnérables dont 3.360 enfants de 6 à 23 mois et 750 femmes enceintes et allaitantes dans les districts en forte insécurité alimentaire. Le projet appuyera également la prise en charge de plus de 2.500 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et apportera une assistance technique aux partenaires nationaux.

- Le projet de UNFPA, avec un budget de 800.000 USD, va permettre aux femmes et aux filles vulnérables d'avoir accès aux services de santé sexuelle et reproductive de qualité gratuitement, et va contribuer au renforcement de la résilience du système de santé dans la zone ciblée.
- Le projet de l'UNICEF, avec un budget de 800.000 USD, devra permettre aux centres de santé des zones ciblées d'offrir un service de prise en charge de 5.000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) et de maintenir le système de surveillance nutritionnelle dans 8 districts exposés à la sécheresse.

Notons qu'entre 2016 et 2018, le Japon a fourni une aide autour de 9.000.000 USD pour le Grand Sud, à travers 8 organisations du Système des Nations Unies, afin d'apporter des assistances humanitaires, accompagnées d'un renforcement de capacité structurelle dans la perspective de soutenir un développement durable et inclusif. Le Japon et le Système des Nations Unies restent solidaire avec le peuple Malgache, et souhaitent que ce nouvel appui apporte des soutiens tangibles et durables qui continueront à servir les couches de population les plus vulnérables, et renforceront leur résilience face aux catastrophes naturelles.



Visite conjointe d'une délégation composée du du gouvernement, des donateurs, dont le Japon, et de représentants du Système des Nations Unies, dans les Régions Anosy et Androy en août 2017

5 MILLION USD POUR LES RÉPONSES HUMANITAIRES



Le Fonds Central de Réponses aux Urgences des Nations Unies (CERF), géré par l'UNOCHA, vient de débloquer 5 millions USD pour aider la population malgache face aux différentes situations d'urgence humanitaire qui ont affecté le pays depuis le dernier trimestre de 2018.

Cette enveloppe a été répartie en deux parties, dont 1 million USD alloué à la réponse contre la rougeole et 4 millions USD destinés à la réponse aux effets de la sécheresse dans le sud, suite à l'Appel Eclair lancé par le Gouvernement, conjointement avec l'Equipe Humanitaire Pays.

Le Système des Nations Unies (SNU) félicite les actions du Gouvernement, sous le leadership du Président de la République, dans la réponse à l'épidémie de rougeole qui a affecté le pays depuis octobre 2018, atteignant son pic en décembre 2018. L'allocation de 1 million USD a complété les besoins en vaccins pour les campagnes de vaccination en cours et a contribué au coût opérationnel de ces campagnes. Un gap financier reste à couvrir pour les coûts opérationnels. Les agences du SNU, à savoir OMS et UNICEF, contribuent activement à ces campagnes, ensemble avec les autres partenaires nationaux et internationaux.

Pour les réponses aux effets de la sécheresse dans le Grand sud, particulièrement à Beloha et Ampanihy, qui sont les districts priorités par l'Appel Eclair, les agences du SNU, à savoir : FAO, OMS, PAM, PNUD, UNFPA et UNICEF, contribuent activement à la réponse multisectorielle, sous le leadership de gouvernement, en collaboration avec les acteurs humanitaires. Ces réponses ciblent 460.000 personnes, dont 100.000 enfants âgés de moins de 5 ans et couvrent différents domaines tels l'agriculture, l'éducation, l'eau/hygiène/assainissement, la protection, la nutrition, la santé et la sécurité alimentaire.

A titre de rappel, le fonds CERF a alloué 1 million USD en octobre 2018 pour des actions précoces qui consistent à prévenir une épidémie de peste pulmonaire en milieu urbain, ce qui a contribué à la mitigation de cette épidémie pendant la saison en cours.

Le Système des Nations Unies réitère son engagement à travailler avec les autorités nationales et les autres acteurs pour la prévention et la réponse aux situations d'urgence humanitaire, remercie tous les partenaires pour leurs contributions et encourage l'implication de tous pour combler les besoins non-couverts restants.

LA PRINCESSE SARAH ZEID TIRE LA SONNETTE D'ALARME SUR LA SITUATION SANITAIRE ET NUTRITIONNELLE DES FEMMES ET ENFANTS DANS LE SUD DE MADAGASCAR



Son Altesse Royale la Princesse Sarah Zeid de Jordanie, Conseillère spéciale en nutrition du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), est en visite officielle à Madagascar du 17 au 22 mars 2019 pour un plaidoyer sur la lutte contre la malnutrition dans le pays.

A Antananarivo, SAR la Princesse Sarah Zeid a rencontré le Premier ministre Monsieur Christian Ntsay ; le ministre des Affaires étrangères ; le ministre de la Santé publique ; le Secrétaire général du ministère de l'Education nationale et de la Formation technique et professionnelle ; le Secrétaire général du ministère de la Population, la Protection sociale et la Promotion de la femme ; ainsi que l'Office National de Nutrition (ONN). Ces rencontres avec les autorités de Madagascar ont été l'occasion de discuter de l'importance de l'engagement du Gouvernement dans le combat contre la malnutrition dans le pays et l'importance d'une approche multisectorielle pour mettre fin à la malnutrition.

« Mon rôle est de persuader les dirigeants politiques et les partenaires qu'il est crucial d'investir dans la nutrition et la santé des femmes et enfants vulnérables, comme ceux que j'ai rencontrés à Ambovombe et Amboasary. Les partenaires sont prêts à appuyer mais il faut que le Gouvernement prenne les devants » a déclaré SAR la Princesse Sarah Zeid.

La santé de la mère et de l'enfant et la lutte contre la malnutrition constituent une priorité du Gouvernement de Madagascar. La première visite de Monsieur Andry Rajoelina en tant que Président de la République a eu lieu dans le sud du pays, une région frappée par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Ce qui est un signe fort de l'engagement du Gouvernement.

SAR la Princesse Sarah Zeid a également rencontré la communauté des donateurs, les Chefs d'agence du Système des Nations Unies à Madagascar et des institutions de Bretton Woods.



SAR la Princesse Sarah Zeid s'est rendue à Amboasary et Ambovombe, dans le sud de Madagascar, accompagnée par Monsieur Moumini Ouedraogo, Représentant du PAM à Madagascar ; Madame Hasina Rafamantanantsoa de l'ONN ; et Monsieur Rija Rakotoson, Chargé des Affaires humanitaires auprès du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires.

Sur le terrain, elle a visité des projets que le PAM met en œuvre en collaboration avec ses partenaires ; tels qu'une unité de transformation de manioc à Bevala, un centre de traitement de la tuberculose à Amboasary ainsi qu'un site de nutrition communautaire à Berano, dans le district d'Amboasary. A Ambovombe, elle s'est rendue à la maternité du centre de santé ainsi qu'à l'école primaire publique de Beabo où un projet multisectoriel d'appui à l'éducation et à la nutrition est mis en place avec la communauté, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Bureau International du Travail (BIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

« Ma visite à Madagascar renforce ma conviction pour défendre la santé, le bien-être, et surtout la nutrition des femmes et des enfants vivant dans des conditions extrêmement difficiles tel que dans le sud de Madagascar. Dans cette région, 1.3 million de personnes n'ont pas accès à suffisamment de nourriture. Constaté de visu une fois vaut mieux que lire mille rapports et ce que j'ai vu sur le terrain m'a profondément choquée » conclut SAR la Princesse Sarah Zeid.

Au terme de son séjour à Madagascar, SAR la Princesse Sarah Zeid a eu un échange avec la presse à l'hôtel Carlton Antananarivo le jeudi 21 mars 2019 en présence de Madame Violette Kakyomya, Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies à Madagascar ; Monsieur Lalaharizaka Andriantsarafara Chef de service Suivi – Evaluation de l'ONN et Monsieur Moumini Ouedraogo.

CAMPAGNES DE VACCINATION CONTRE LA ROUGEOLE EN RÉPONSE À L'ÉPIDÉMIE ACTUELLE



Jusqu'au 4 mars 2019, 86.988 cas de rougeole et 1.141 décès, y compris les décès communautaires, ont été enregistrés dans 104 districts sanitaires de Madagascar .

Madagascar fait ainsi face à la plus grande épidémie de rougeole jamais enregistrée depuis plus d'une décennie, qui nécessite des interventions coordonnées pour une réponse efficace. Elles concernent notamment la riposte vaccinale, la prise en charge, la surveillance, la logistique, la riposte communautaire et la communication sur les risques.

Au total, plus de 7 millions d'enfants de 6 mois à 9 ans révolus sont ciblés par des campagnes de vaccination de masse, dont la première phase a eu lieu en octobre 2018. Deux campagnes ont eu lieu en janvier et février 2019, et la dernière est prévue avant la fin du mois de mars.

Les 3 phases ayant eu lieu entre octobre 2018 et février 2019 ont été un succès et ont permis de vacciner plus de 3 millions d'enfants dans 47 districts sanitaires. Malgré l'existence de quelques refus, notamment dans les grandes villes, plus de 95% des enfants ciblés ont été vaccinés à ce jour.

Il restera à vacciner plus de 4 millions d'enfants dans les 67 autres districts sanitaires du pays.

Les données enregistrées au niveau du Ministère de la Santé publique révèlent aujourd'hui une nette amélioration de la situation, notamment à l'issue des campagnes. Le nombre de cas et de décès a régressé au cours des dernières semaines.

Il est à rappeler que la mobilisation de ressources a tenu une place importante dans le cadre de cette réponse à l'épidémie de rougeole. Ainsi, en plus des ressources du Gouvernement et des partenaires traditionnels du secteur de la santé, comme l'OMS, l'UNICEF, GAVI, l'USAID, le MRI a largement contribué au financement de la première phase de la campagne. Les apports du fonds CERF, de la BAD, de la Banque mondiale et de la plateforme humanitaire du secteur privé, ont également été comptabilisés dans cette réponse à l'épidémie de rougeole.

Cette réponse à l'épidémie de rougeole a aussi obtenu un engagement de très haut niveau, étant donné que c'est le Chef de l'Etat, SEM Andry Rajoelina, qui a procédé au lancement officiel des campagnes.

VISITE DE LA DIRECTRICE DU BUREAU RÉGIONAL DE L'UNESCO POUR L'AFRIQUE DE L'EST



La Directrice du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, Mme Ann Therese Ndong-Jatta, a effectué une visite officielle à Madagascar du 11 au 13 février 2019, sur invitation de l'Equipe-pays pour participer à la retraite de l'équipe.

Au cours de son séjour, la Directrice régionale de l'UNESCO, accompagné de la Coordinatrice résidente du Système des Nations Unies, Mme Violet Kakyomya, a eu l'opportunité d'échanger avec la Ministre de la communication et de la culture autour des activités culturelles à Madagascar et pour une meilleure mobilisation du secteur de la culture pour le développement durable à Madagascar.

En effet, dans le cadre de son appui au pays, l'UNESCO travaille en étroite collaboration avec ce Ministère pour mener à bien le projet de « Conservation préventive et valorisation des collections du Palais de Manjakamiadana au Palais d'Andafiavaratra ». Ce projet est sous financement fonds de contrevaletur du Gouvernement de Madagascar en provenance du

Gouvernement Japonais. L'objectif du projet est de contribuer à la conservation préventive et à la valorisation du patrimoine culturel de Madagascar et de rendre ce patrimoine plus accessible à la population.

La Directrice régionale de l'UNESCO a visité le Musée du Palais Roval de Manjakamiadana et le Palais d'Andafiavaratra, objet du projet financé par le Gouvernement japonais pour la sauvegarde des collections royales du Musée du Palais, sauvées de l'incendie de 1995 qui a détruit le Palais de la Reine.

A travers cette descente sur terrain, Mme ndong-Jatta a pu apprécier l'avancement des travaux prévus par le projet, qui visent à rendre étanche le bâtiment afin de créer des salles de réserve visitables, avec mise en place d'une exposition permanente d'une partie des collections. A cet égard, un atelier de renforcement des capacités dans l'organisation des salles de réserves (Programme RE-Org) est aussi prévu au Palais d'Andafiavaratra en juin 2019 et dont bénéficieront une dizaine des musées malgaches.

Echos en images de la visite de la Directrice du Bureau régional de l'UNESCO, 11 au 13 février 2019



Visite de courtoisie auprès du Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Visite du Palais Andafiavaratra et du Rova de Manjakamiadana pour apprécier l'appui de l'UNESCO à Madagascar dans le domaine de la culture, à travers les phases de réhabilitation des deux palais.



Retraite de l'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar, 12 février 2019

UN AVENIR FEMININ POUR MADAGASCAR : CELEBRATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES, LE 8 MARS



"En cette Journée internationale des femmes, veillons à ce que les femmes et les filles puissent concevoir des politiques, des services et des infrastructures ayant un effet sur notre vie. Et apportons notre soutien aux femmes et aux filles qui suppriment les obstacles à la création d'un monde meilleur pour toutes et pour tous."

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, 8 mars 2019.



La Journée internationale des femmes, célébrée tous les ans le 8 mars, a eu pour thème cette année « Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement »; une thématique qui ouvre la réflexion dans tous les pays sur les moyens innovants permettant de faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Cette année, la Journée a été célébrée sous la présidence de la Première Dame de la République, Madame Mialy Rajoelina.

Le système des Nations Unies (SNU) s'est étroitement associé avec le Ministère malgache de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme dans les préparatifs et la célébration nationale du 8 mars à Mahajanga, sur le thème national « Droits et devoirs citoyens des femmes dans le processus de développement ». Pour le SNU, il s'agit d'un rôle naturel compte tenu de son engagement à soutenir la réalisation des dix-sept Objectifs de développement durable (ODD),

en particulier de l'ODD 5 (« Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ») et l'ODD 4 (« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »).

Les engagements spécifiques de l'UNFPA, du PNUD, de l'UNICEF, du PAM et du Centre d'Information des Nations Unies (CINU), entre autres, ont permis d'apporter un soutien à l'organisation d'un salon du savoir faire des femmes « Magnangy Mahefa », à la tenue d'un déjeuner-plaidoyer sur la thématique « Investir dans le capital humain des femmes, contribution à la capture du dividende démographique » et au partage des réussites accomplies par des femmes d'exception via les programmes mis en oeuvre par le gouvernement avec l'appui des partenaires, dont différentes agences du SNU.



La solution est dans l'environnement!

« Je m'occupais seule de mon foyer auparavant et je me lamentais sur mon sort. Il a suffi qu'on nous ait sensibilisé sur les enjeux de la richesse de notre environnement, sur l'importance de sa gestion responsable pour mieux utiliser les ressources locales. Nous avons aussi bénéficié de formations et d'accompagnements techniques. Depuis, notre vie a changé », a déclaré Soandraza Mariline devant un parterre de personnalités dont la Première Dame de la République, des Ministres, des membres du Corps diplomatique et des autorités locales.

Soandraza Mariline fait partie des nombreuses femmes venues des quatre coins de Madagascar pour partager leurs histoires, leurs réussites et leurs défis avec les autres femmes durant la célébration. Originaire de l'aire protégée de Mahavavy Kikony (Benetsy Mitsinjo), Mariline a pu changer sa vie. Un parcours qu'elle a raconté pendant l'événement organisé au Complexe Sportif Ampisikina : *« Nous, femmes, quand nous le voulons, nous pouvons mieux faire et changer les choses ».*

Situé dans la région Boeny, à l'Ouest de Madagascar, le Complexe des zones humides Mahavavy Kinkony (CMK) est l'un des sites clés du réseau des aires protégées des ressources gérées, un programme financé par le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM/GEF) pour appuyer la gestion durable de la riche biodiversité de la grande Île de l'océan Indien. Avec ses 302.000 hectares, il figure parmi les nouvelles aires protégées les plus étendues du réseau. Le complexe est constitué d'écosystèmes marins et côtiers/mangroves, de forêts sèches, de satrana et de raphia qui assurent de l'eau en abondance sur le territoire.

On y retrouve plusieurs lacs dont le deuxième plus grand lac à Madagascar, le lac Kinkony labélisé site RAMSAR en 2012. Couvrant presque le district de Mitsinjo, la nouvelle aire protégée du Complexe des Zones Humides Mahavavy Kinkony détient une place incontournable dans le développement de la région Boeny.



Soandraza Mariline lors de l'événement au Complexe Sportif Ampisikina de la journée internationale de la femme



Les femmes de Mahavavy Kinkony en train de travailler le raphia

« Désormais, je suis capable de traiter le raphia et de fabriquer divers produits à partir de cette matière. Avec mon association, nous n'hésitons pas à planter le raphia pour nous assurer des matières premières. Grâce à cette activité, j'arrive maintenant à subvenir aux besoins de mon foyer et à prendre soin convenablement de mes enfants, de mes petits enfants et de ma mère qui vivent avec moi »
partage Mariline avec fierté.

Suite aux diverses sensibilisations menées par l'ONG Asity, les femmes sont devenues actives dans la gestion communautaire du site et plus de 3000 d'entre elles ont pu changer leur vie dans tout le réseau.

L'association "Tsarajoro" de Mariline, regroupant une vingtaine de femmes, a pris depuis de nombreuses initiatives de protection de ce patrimoine environnemental en mettant en place et gérant des pare-feux, en menant des reboisements et le renouvellement des plants de raphia au sein du complexe. Par ailleurs, l'encadrement technique qu'elles ont reçu dans l'exploitation responsable du raphia a particulièrement permis à Mariline et à ses pairs d'obtenir une nouvelle source de revenu dans la transformation du raphia en articles de mode et de décoration d'intérieur.

Ce message sur la capacité des femmes à influencer son environnement a été partagé par tous les orateurs de cette Journée internationale de la femme. Pour sa part, si deux jours plus tôt, Mariline a quitté chez elle, ses deux enfants, ses petits enfants et sa mère à Benetsy en charette pour rejoindre d'abord la localité de Mitsinjo, où il lui a fallu attendre jusqu'à trois heures du matin avant de prendre le taxi-brousse 15h durant pour Katsepy. Puis de Katsepy, elle rallia Mahajanga pour être aux

activités du 8 mars, en traversant la mer en bac. Elle a repris ce même trajet au retour, encore plus riche d'expériences et fière d'avoir représenté son association et toutes les femmes de sa localité. Durant les trois jours du Salon du savoir-faire des femmes des 22 régions, « Magnangy Mahefa » où Mariline et ses collègues ont exposé leurs produits qui non seulement symbolisent leur parcours mais représentent également leur nouvelle source de revenu, elles ont écoulé une vingtaine de produits dont des sous assiettes, des portes monnaies, des chapeaux, des sacs de dame, des paniers, et un tapis tous faits à partir du raphia.



Les forêts de raphia sont une ressource importante pour l'aire protégée de Mahavavy Kinkony tant elles permettent la conservation des ressources en eau tout en constituant une source de revenus pour les communautés qui y vivent



Résilience face à la violence !



« Je me suis dite que je dois me relever, je devais le faire pour moi et mes enfants ». L'histoire de Marie Madeleine, une quinquagénaire de Majunga, mère de deux enfants, a également marqué l'esprit lors de la journée consacrée à la réussite des femmes malagasy à Mahajanga. Mariée depuis 16 ans, les prémices du changement positif dans sa vie familiale ont passé par l'épreuve de la violence conjugale et la prise en charge de son cas par le Centre d'écoute et de conseil juridique de Majunga.

« Mon mari haussait à chaque fois la voix, il rentrait très tard tous les soirs. La question pécuniaire était devenue très sensible », raconte Marie Madeleine. « Il n'y avait plus assez pour les besoins de la famille. Quand mon mari me donnait assez d'argent, il l'accompagnait toujours de mots blessants tout en insinuant sournoisement que je devrais peut être aussi gagner des revenus alors que le choix initial de notre couple était que je m'occupais de notre foyer et rester à la maison » poursuit-elle.

Ce calvaire, comme elle le définit, Marie Madeleine l'a subi deux ans, de mal en pis. « Je n'avais nulle part où aller, aussi me suis-je résignée. J'ai encouragé mes enfants à être patients tout en espérant que leur père va sûrement changer un jour ». Pourtant, ce jour n'était jamais arrivé. L'homme de la maison a même quitté la demeure abandonnant elle et ses enfants. Le déclic pour Marie Madeleine était son affection pour ses enfants et la perspective de leur avenir.

Elle a ainsi fait le pas de consulter le Centre d'écoute et de conseil juridique de Majunga où elle a reçu des prises en charge psychologiques et des conseils juridiques. « Les intervenantes sociales m'ont accompagné pour les procédures de demande de pension alimentaire vu que j'étais sans emploi alors que mes enfants devaient se nourrir et poursuivre leurs études. Des combats de longue haleine auprès des tribunaux nous ont permis d'obtenir gain de cause : le tribunal a décidé qu'il nous accorde chaque fin de mois une pension alimentaire » relate Marie Madeleine.

La formation professionnelle en coupe et couture dispensée par le CECJ aux femmes survivantes de violence comme moi a par ailleurs aidé Marie Madeleine à tourner une page noire de son histoire. « J'ai pu exploiter ce savoir-faire en créant divers articles que j'ai proposé sur le marché. A ma surprise, les gens ont aimé mes produits, d'autres ont passé des commandes. J'ai pu gagner quelques revenus en plus pour subvenir à nos besoins et assurer l'éducation de mes enfants. »

Actuellement, Marie Madeleine a un petit atelier de couture qui emploie deux femmes et qui crée des revenus. « J'ai créé une nouvelle vie dans laquelle je suis épanouie avec mes enfants. Je tiens à encourager toutes femmes qui se taisent encore face aux violences, osez dénoncer et soyez libre comme moi » conclut-elle sous un tonnerre d'applaudissement de l'assistance à Ampisikina.



Femmes : ni meubles, ni fragiles!

La femme dans le foyer, la femme dans la société, la femme dans l'économie, la femme actrice de la vie de la nation. Dans tous les cas, les participants lors de la journée internationale de la femme s'accordaient à donner une place importante à la femme.

« Je souhaite que les 365 jours de toutes les années soient consacrés à toutes les femmes, à leurs rêves, à leurs ambitions, à leurs défis et à leurs audaces. Agissons fort pour transformer la vie des femmes » a déclaré Irmah Naharimamy, Ministre de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme. « Chacun de nous doit poursuivre le combat pour s'épanouir. Chacun de nous a sa responsabilité dans le développement de notre pays. Soyons courageuses » a souligné le représentant de l'USAID, Susan Riley. Pour sa part, Violette Kakyomya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies, a soutenu que « l'atteinte de chaque Objectif de développement durable dépend de la réalisation de l'Objectif n°5. L'égalité et l'autonomisation de la femme font partie intégrante de tous les aspects du développement inclusif et durable ».

« La femme n'est pas uniquement un bijou qu'on oublie dans un coin de la maison. Nous devons arrêter de dire que les femmes sont des « fanaka malemy », la femme n'est ni un meuble, ni fragile. Elle contribue intégralement au développement du pays. » a déclaré la Première Dame de la République, Mialy Rajoelina, qui, durant cette célébration s'est officiellement engagé à lutter contre les violences faites aux femmes.

En marge de la célébration, le système des Nations Unies a porté un plaidoyer en faveur d'un engagement durable des décideurs politiques à faire de Madagascar un pays qui investit dans le capital humain des femmes afin de contribuer à la capture du dividende démographique. Les femmes seront non seulement prises en compte, mais elles auront également leurs mots à dire. 24 engagements gouvernementaux sur les secteurs clés de la santé, de l'emploi et de l'éducation pour promouvoir l'autonomisation des femmes en sont ressortis.

L'égalité entre les sexes et les objectifs de développement durable

La Journée internationale des femmes est également l'occasion de réfléchir aux moyens d'accélérer le Programme 2030 et favoriser la mise en œuvre effective de ses objectifs, en particulier de l'objectif n.5 (« parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ») et de l'objectif n.4 (« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »).

Parmi les cibles les plus importantes, il s'agit notamment de :

- Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent d'ici à 2030, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité (objectif n.4).
- Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès, d'ici à 2030, à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire (objectif n.4).
- Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles (objectif n.5).
- Éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans les sphères publique et privée, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et autres type d'exploitation (objectif n.5).
- Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine (objectif n.5)

L'INSPIRATION EN ACTION : LE PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES À MADAGASCAR

Actif à Madagascar depuis 1988, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) contribue à la paix et au développement grâce au volontariat. Le programme mobilise des volontaires qualifiés, motivés et bien soutenus pour servir dans les agences des Nations Unies, les institutions gouvernementaux, les organisations impliquant des volontaires tant dans les programmes de développement que dans les opérations de maintien de la paix. Le programme VNU met en valeur la capacité et le droit des personnes de participer à leur propre développement.

Les Volontaires des Nations Unies (VNU) ont l'opportunité de créer le changement salutaire et d'influer positivement sur les conditions de vie des personnes. Leur rôle est celui de modérateurs et de catalyseurs.

En début de Mars 2019, 33 volontaires ont été déployés auprès de 4 agences des Nations Unies dont 48.48 % de sexe féminin et 51.52 % de sexe masculin. En début de Mars 2019, Les Volontaires des Nations sont composés de 17 volontaires internationaux et 16 volontaires nationales dont 63.64% des volontaires spécialistes et 36.36% jeunes. Les domaines d'interventions des volontaires des Nations Unies varient de secteur en secteur allant de l'eau et l'assainissement, de l'élection et gouvernance, de la communication, de l'éducation, en technique de coopération et l'administration.

Réalisation marquantes :

PVNU encourage et plaide pour un environnement où le volontariat est reconnu et valorisé. L'année 2018 est marquée par l'adoption, par l'OJ n°51/18, de la loi n° 2015°15 sur le Volontariat qui réitère l'engagement de l'Etat et résulte des efforts massifs des OIV pour un but commun : promotion et valorisation du Volontariat.



En collaboration avec la Direction de la Coordination Nationale pour la promotion du Volontariat (DCNV), des volontaires communautaires s'investissent activement dans divers causes sociales et communautaires dont l'engagement civique et la participation citoyenne des jeunes dans le processus électoral pendant l'élection présidentielle du 2018, la sensibilisation contre les maladies contagieuses comme la peste et la rougeole, le don de sang ... La collaboration continue avec PVNU et DCNV, à cet égard, une mission conjointe a été réalisée en Togo et en Kenya pour renforcer la capacité de la DCNV en matière des activités de volontariat ainsi que pour partager les bonnes pratiques dans les 3 pays dont Madagascar. La DCNV est devenue la Cellule de Promotion de Volontariat qui est récemment remplacé sous l'aura du Secrétariat Général du Ministère de la Communication et de la Culture. Volontariat

Le Programme VNU offre une multitude d'opportunités pour les personnes sans distinction de leur sexe, âge, race, affiliation politique et/ou religieuse, orientation sexuelle, condition physique de contribuer à la paix et au développement à travers le volontariat.

LES ACTIVITIES DU HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME



Le 22 février, la Coordonnatrice Résidente des Nations Unies accompagnée du Conseiller aux droits de l'homme auprès du Système des Nations Unies a rendu une visite de courtoisie auprès du nouveau Ministre de la Justice. Les deux parties ont échangé des vues sur la situation des droits de l'homme et l'Etat de droit dans le pays. Le Ministre a rappelé l'engagement du gouvernement à lutter contre la corruption, l'impunité et la justice populaire, à travers la mise en place du Pôle anticorruption (PAC), la réalisation des campagnes de sensibilisation contre la justice populaire, l'accélération du processus d'adoption de la loi sur la récupération des avoirs illicites, la réactivation du Comité de garanties judiciaires, ainsi que la construction d'une prison moderne à Antananarivo. Il a également exprimé sa gratitude au Système des Nations Unies pour ses initiatives dans le domaine du renforcement du système national de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment son appui dans le cadre de la rédaction du rapport étatique sur les droits de l'homme en vue du troisième cycle de l'Examen Périodique Universel. La Coordonnatrice Résidente des Nations Unies a réaffirmé la volonté du Système des Nations Unies d'accompagner Madagascar dans le renforcement de son système national de promotion et de protection des droits de l'homme.

Conformément à la résolution 60/251 du 15 mars 2006 de l'Assemblée générale des Nations unies et à la résolution 5/1 du 18 juin 2007 du Conseil des droits de l'homme, le Système des Nations Unies a appuyé l'organisation de 9 ateliers de rédaction des rapports dans le cadre du processus d'Examen Périodique Universel (troisième cycle) des Nations Unies : 3 ateliers pour la rédaction du rapport étatique par le Comité inter- ministériel chargé de la rédaction des rapports sur les droits de l'homme ainsi que du suivi- évaluation des recommandations émanant des mécanismes de droits de l'homme ; 3 ateliers pour la rédaction du rapport alternatif par les représentants de la Société civile ; et 3 autres pour la rédaction du rapport alternatif par la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH). Tout en assurant la coordination de la contribution des Agences du Système des Nations à cet Examen Périodique Universel, le HCDH a apporté une assistance technique auxdits travaux de rédaction de rapport, incluant des présentations sur les mécanismes relatifs à l'Examen Périodique Universel, les instructions et autres directives sur la rédaction des rapports y afférents.



A l'occasion de la célébration de la journée internationale des droits de la femme de cette année 2019, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) a procédé à la dissémination de 3.000 brochures sur les droits des groupes vulnérables (femmes, enfants, personnes vivant avec handicap, et personnes âgées) qu'il a produites, dont 1.000 remises au Ministère de la Population, de la Protection sociale, et de la Promotion de la femme et au Kômitin'ny fampihavanam-pirenena (Conseil pour la réconciliation nationale) pour distribution lors de la célébration officielle à Mahajanga ; et 2.000 à l'endroit des acteurs- clés au niveau de différentes régions, incluant des associations féminines, des acteurs de la société civile, des groupes de jeunes et des responsables d'Etablissements scolaires.

Le HCDH a également contribué à l'animation des rencontres et tribunes afin de promouvoir la réalisation des droits de la femme. Le bureau a participé à une table ronde organisée le 07 mars à Ankatso par le Centre d'études et de recherches juridiques de la Faculté de Droit de l'Université d'Antananarivo, où l'on a discuté de différentes thématiques relatives aux droits de la femme.

Le 08 mars, lors d'une tribune organisée à Antsakaviro par l'Alliance Internationale des Femmes de France et de Madagascar (AIFM) sur le thème « l'identité de la femme malgache, sa place dans la société et ses droits », le OHCHR a présenté un exposé sur l'identité et le droit à la participation des femmes malgaches. Le OHCHR a saisi ces occasions pour distribuer des centaines d'affiches de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et des brochures sur les droits de la femme malagasy.

REMISE DE MATÉRIEL À BETROKA, 15 MARS 2019



Le système des Nations Unies à Madagascar a procédé à une remise de matériel auprès du secrétariat d'Etat à la gendarmerie, le 15 mars dernier, lors d'une visite conjointe à Betroka. La cérémonie a vu la présence du Ministre de l'intérieur qui a représenté le Premier ministre, du Ministre de la sécurité publique et du Secrétaire d'Etat à la gendarmerie. L'équipe du système des Nations Unies a été conduite par le Coordonnateur résident et comprenait le Chef de mission de l'OIM à Madagascar ainsi que des équipes techniques du PNUD et de l'UNDSS.

Cet événement entre dans le cadre du renforcement de l'autorité de l'Etat dans le sud (RAES) et contribue au Résultat 3 du Plan de priorité pour la consolidation de la paix. Le projet RAES, géré par le PNUD et financé par le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations unies (PBF) a mis à disposition de la gendarmerie plusieurs matériels et équipements dont 77 motos, 7 drones spécialement conçus avec des visées nocturnes, 2 radios HF émetteur-récepteur fixe et 15 autres radios portables. Ces dons représentent une partie de ce qui est prévu dans le cadre du projet.

Devant les incidents sécuritaires qui ont occasionné des pertes humaines et fragilisé la région, les messages délivrés par les autorités et les partenaires vont dans le sens de la confiance mutuelle et de l'entraide. Les membres du staff du système des Nations Unies qui vivent les réalités quotidiennes de la population locale en vue d'apporter des réponses à leurs besoins, ont manifesté leur reconnaissance envers le Coordonnateur résident et les autorités. Cette visite leur a donné plus d'assurance et du réconfort.

Quant à la population locale, elle a manifesté sa gratitude envers le gouvernement et le système des Nations Unies car cette aide va contribuer à la lutte contre l'insécurité dans cette zone classée rouge.

A noter que six agences des Nations Unies sont représentées localement, à savoir le PNUD, l'OIM, la FAO, l'UNFPA, l'UNESCO et l'UNCDF. Le système des Nations unies continuera d'accompagner le Gouvernement et les populations locales dans l'amélioration de l'environnement sécuritaire, seule condition pour le développement de ces régions.

RENCONTRE ENTRE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES ET L'AMBASSADEUR DE NORVEGE POUR MADAGASCAR



Le jeudi 28 mars 2019, l'Equipe-pays des Nations Unies à Madagascar, dirigée par le Coordonnateur résident a.i., le Dr. Charlotte F. Ndiaye, a rencontré Son Excellence Madame Astrid Emilie Helle, Ambassadeur de Norvège désignée pour le Botswana, le Lesotho, Madagascar, la Namibie et Zimbabwe. La délégation norvégienne comprenait M. Johan Meyer, Chef du Bureau de l'Ambassade de Norvège à Madagascar et M. Krosby Alexander, Chargé de programme.

Les échanges ont porté sur la situation de mise en œuvre des réformes des Nations Unies, à savoir l'initiative « Unis dans l'action » et le repositionnement des Nations Unies pour l'atteinte de l'Agenda 2030, à Madagascar. En effet, des réalisations majeures ont été atteintes depuis l'adhésion du pays à l'initiative « Unis dans l'action » en avril 2015, jusqu'à la mise en œuvre du « repositionnement », réforme lancée par le Secrétaire-général, Antonio Guterres, et dont la mise en œuvre effective a commencé au 1er janvier 2019.

La situation d'intégration des Objectifs de développement durable (ODD) dans le processus de développement du pays, accompagné par les

Nations Unies, a été présentée avec les résultats de développement du pays, obtenus grâce à l'appui de l'Organisation et de ses partenaires, ceci dans le cadre de la mise en œuvre du cadre de partenariat entre le Système des Nations Unies et le pays pour le cycle 2015-2019. Les domaines, les résultats, les perspectives de partenariat, tenant compte des secteurs prioritaires et des défis transversaux prioritaires pour la Norvège, ont été aussi longuement discutés.

La situation humanitaire tout comme la stratégie au niveau national permettant une transition vers le développement, dont l'élaboration est accompagnée par le Système des Nations Unies ont été largement évoqués.

Etant donné que la Norvège figure parmi les 10 pays donateurs de l'ONU et est le 10ème donateur de l'aide au développement dans l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), cette rencontre se situe dans la droite ligne du renforcement de la redevabilité envers les pays donateurs et dans une perspective de renforcement du partenariat dans d'autres domaines prioritaires pour le pays et bénéficiant de l'assistance du Système des Nations Unies.